

Index AI : PRE01/069/2012
08 February 2012

Syrie. La violente attaque contre Homs doit cesser

La Russie et les autres pays qui ont de l'influence sur la Syrie doivent agir de toute urgence pour faire cesser les bombardements sur la ville de Homs, a déclaré Amnesty International mercredi 8 février 2012.

Plus de 200 personnes ont été tuées dans cette ville depuis le 3 février, dont une majorité de personnes non armées victimes des bombardements ou abattues par des tireurs embusqués.

Mardi 7 février, tandis que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, rencontrait le président Bachar el Assad à Damas, les forces de sécurité syriennes continuaient de pilonner Homs. Depuis, les bombardements se sont encore intensifiés. Amnesty International a appelé la Russie à faire clairement savoir au gouvernement syrien, publiquement et en privé, que l'attaque militaire contre la ville de Homs devait cesser immédiatement.

Elle a aussi engagé la Ligue arabe à poursuivre ses efforts diplomatiques à propos de la Syrie.

« La situation à Homs est critique, et l'on se dirige vers une grave crise humanitaire. La Russie a bloqué les efforts internationaux destinés à mettre un terme aux violations massives des droits humains en Syrie, affirmant qu'elle avait une meilleure solution pour résoudre la crise », a déclaré Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

« La Russie, ainsi que les autres pays qui ont une influence sur la Syrie, doivent utiliser tous les moyens dont ils disposent pour modérer l'armée syrienne à Homs et faire en sorte qu'elle cesse d'utiliser des armes lourdes dans des quartiers d'habitation. »

« Le gouvernement syrien semble penser que le veto opposé à la résolution du Conseil de sécurité samedi [4 février 2012] lui a donné le feu vert pour écraser par tous les moyens la résistance à Homs – la Russie doit indiquer clairement et fermement que ce n'est pas le cas. »

Depuis le 3 février, des quartiers d'habitation de la ville – comme al Khaldieh, Bab Amr, Bab al Seba et al Inshaaat – sont bombardés par les forces gouvernementales et sont le théâtre d'intenses combats entre ces forces et les combattants antigouvernementaux.

Dans certains secteurs, l'armée syrienne a déployé des chars. Des groupes armés riposteraient avec des Kalachnikovs et des lance-roquettes.

Depuis le 3 février, Amnesty International a recensé 246 personnes qui auraient été tuées à Homs, dont au moins 17 enfants. Certaines de ces victimes étaient des hommes armés qui combattaient contre les forces gouvernementales, mais la majorité étaient semble-t-il des civils non armés.

Plusieurs centaines de blessés ont aussi été signalés. La plupart sont soignés dans des hôpitaux de campagne improvisés, ou chez eux.

Dans des témoignages recueillis par Amnesty International, des habitants de Homs ont évoqué un manque cruel de personnel médical, d'équipements et de médicaments pour soigner les blessés. Lundi 6 février, un hôpital de campagne qui soignait des habitants et des combattants blessés a été touché par un bombardement.

Le 7 février 2012, l'agence de presse syrienne a annoncé que 30 membres de l'armée et des forces de sécurité avaient été enterrés après avoir été tués par des groupes qualifiés de « terroristes » dans différentes parties du pays.

Amnesty International a aussi appelé la Ligue arabe à profiter de sa réunion ministérielle de ce week-end pour poursuivre ses efforts visant à intensifier les pressions internationales sur le gouvernement syrien et les autres gouvernements qui le soutiennent.

« La Ligue arabe a vu la résolution qu'elle soutenait rejetée lors du Conseil de sécurité des Nations unies samedi, mais nous pensons qu'elle doit poursuivre son travail pour mettre un terme aux atrocités qui se déroulent en Syrie », a déclaré Salil Shetty.

« Elle doit pour commencer faire clairement savoir qu'elle ne relâchera pas la pression, et remettre cette question sur le tapis à New York, que ce soit au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale. »

À ce jour, Amnesty International a recensé plus de 5 400 personnes qui auraient été tuées dans le contexte du soulèvement en Syrie depuis le début des manifestations massives, à la mi-mars 2011.

L'organisation a conclu – tout comme la commission d'enquête indépendante de l'ONU en novembre – que des crimes contre l'humanité étaient en train d'être commis dans ce pays. Elle a demandé que le procureur de la Cour pénale internationale soit saisi de la situation, qu'un embargo total sur les armes soit imposé à la Syrie et que les avoirs du président Bachar el Assad et de ses proches collaborateurs soient gelés.